

# Congrès AFSP Paris 2013

## *Section Thématique 63*

### **Les frontières de la communauté libérale**

**Lorena Stuparu, Institut des Sciences Politiques et de Relations Internationales de l'Académie Roumaine / Université de Bucarest), E-mail: l\_stuparu@yahoo.com**

COMMUNAUTÉ LIBERTAIRE. UNE EXPRESSION POLITIQUE DE LA LIBERTÉ ABSOLUE?

Mon étude propose une analyse critique de la communauté libertaire «anarcho-capitaliste» dans la vision de David Friedman présentée dans l'ouvrage *The Machinery of Freedom* et, conjointement, une interprétation de la possibilité de nouvelles relations entre le citoyen et l'État, entre l'individu et la société. L'étude de cas est encadrée théoriquement dans l'individualisme libéral comme une philosophie de la liberté dont l'expression est la création politique.

#### *Communauté ou société?*

Si dans l'Antiquité et au Moyen Age dans la pensée politique européenne était prédominante la conception aristotélicienne et conservatrice selon laquelle la communauté précède l'individu et en conséquence le bien général est plus important que le bien individuel, l'ère moderne, par les représentants de la philosophie libérale du droit définit la paradigme de l'homme comme un individu rationnel et à la fois le conditionnement de la communauté de l'existence d'individus qui la composent, étant liés par un contrat dont les termes sont fixés par eux-mêmes, même quand n'est pas exclue la foi dans l'ordre qui transcende la loi.

La tension entre la rationalité individuelle et la raisonnement collective est amplifié dans le cadre de la confrontation entre conservatisme, d'un côté, et, de l'autre côté, la doctrine philosophico-politique de l'individualisme libérale qui proclame l'individu comme une valeur en soi, en fournissant des arguments pour la démocratie. Les conséquences de cette façon de penser se reflète non seulement dans la politique publique immédiate, mais aussi à long terme, au niveau anthropologique et culturel de la société.

L'individu est appelé à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire moderne «parce qu'il porte en lui liberté», dit de façon aussi concise Georges Burdeau. Et parce qu'il est libre, il ne peut pas accepter les règles dont la source n'est pas lui-même: «Donc les

normes nécessaires à la discipline du milieu social sont créées par la liberté en fonction de la liberté. C'est la pure doctrine kantienne selon laquelle le droit assure la coexistence des libertés(...) Ainsi le droit est un agencement des libertés. Il ne les contraint, ni ne les oriente: son rôle est statique et formel; il précise des cadres, mais le mouvement, la vie, le dynamisme par lesquels s'affirme l'épanouissement de l'individu en même temps que s'extériorise le progrès de la société c'est la liberté, et elle seule, qui les fournit. Bref, c'est la liberté qui est créatrice»<sup>1</sup>.

Cettes prémisses synthétisée par Pierre Burdeau après avoir étudié les manifestations les plus imporant de la philosophie libérale peuvent être considérées comme une «clé» qui ouvre les portes de n'importe quel «propriétaire» d'une zone qui se dit libérale, que ce soit classique (c'est-à-dire moderne) ou postmoderne (c'est-à-dire libertaire).

Dans son livre sur le libertarisme Friedman utilise souvent le terme de «société anarcho-capitaliste» pour projeter le fonctionnement de la liberté absolue. Si nous partons de la célèbre distinction de sociologue allemand Ferdinand Tönnies entre la *communauté* (*Gemeinschaft*) et la *société* (*Gessellschaft*), selon laquelle la communauté este une construction organique, basée sur un habitation commun et sur le «partage des expériences similaires», tandis que la société «est délibérément construite, basée sur la poursuite de l'intérêt»<sup>2</sup>– on constate que dans de nombreux égards, la société envisagée par Friedman réunit les caractéristiques de la communauté.

### *Quelques sources de la pensée libertaire*

Dans la «Préface à la première édition» du livre *The Machinery of Freedom*,<sup>3</sup> David Friedman invite le lecteur potentiel à une aventure intellectuelle crédible de son point de vue personnellement, sans chercher à convaincre les autres de validité de son choix. L'œuvre est représentatif pour le libertarisme de droite, mais il faut ajouter que la publication (en 1973, puis revue et augmentée édition en 1989) et sa réception ont amené à David Friedman<sup>4</sup> réputation de la plus radicale des libertaires. Les «mécanismes de la liberté» expliqués ici donnent à penser sur la personnalité complexe de l'auteur, sur ce qui semble le manifeste même de libertarisme extrême et aussi sur la base de différences entre les principes dont les individus construisent leurs idéaux et expriment leur engagements.

---

<sup>1</sup> Georges Burdeau, *Le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, pp. 92-93

<sup>2</sup> Cristian Preda, *Mic dicționar de gândire politică liberală*, București, Humanitas, 2004, p.33.

<sup>3</sup>David Friedman, *The Machinery of Freedom. Guide to a radical capitalism*, second edition, La Salle, Illinois, 1989. Pentru acest studiu am folosit versiunea PDF, disponibilă la [http://voluntarykaraism.com/wpcontent/uploads/Library/Friedman,%20David%20D/The%20Machinery%20of%20Freedom%20\(1973\).pdf](http://voluntarykaraism.com/wpcontent/uploads/Library/Friedman,%20David%20D/The%20Machinery%20of%20Freedom%20(1973).pdf)

<sup>4</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/David\\_D.\\_Friedman](http://en.wikipedia.org/wiki/David_D._Friedman)

Sous-titré *Guide to a radical capitalism*, cet oeuvre, dans une plus grande mesure que d'autres du même auteur<sup>5</sup> nous conduit d'abord à les figures emblématiques de certaines anarchistes individualistes<sup>6</sup>, plus précisément à une sorte de synthèse entre postliberalism et postconservatism, autant que les objectifs de la philosophie anarchiste de la fin du XIX-ème siècle ont été définies dans le contexte idéatique de ces deux doctrines politiques dominantes: «aucune autorité - qu'il revendique le leadership spirituel ou politique de contrôle de puissance - n'est pas légitime dans la mesure où les contraintes qui génère pèsent la liberté individuelle»<sup>7</sup>. Contrairement aux libéraux classiques qui reconnaissent l'idée nuancée de la liberté individuelle et la primauté de la raison et de l'autorité, les anarchistes ne reconnaissent que le pouvoir de l'individu, capable des meilleurs choix pour ses propres fins. Comme des conservateurs, ils croient que les groupes humains (en particulier ceux qui sont formés naturellement dans la société) peuvent s'organiser de façon autonome, mais contrairement à eux ignorent les autorités supérieures (religieuses, économique ou politique). Également «ils rejettent (...) les projets d'alternative socialiste (qui souhaitent instaurer une nouvelle politique centralisée de leadership), qui revendiquent un droit pour toutes les personnes qu'il croit être inaltérable: le droit de détenir une garantie absolue d'indépendance de la liberté».<sup>8</sup> Le débat avec le socialisme est évidente dans *Machinery of Freedom*, qui donne l'impression qu'il a été écrit en réponse théorique à l'idéologie socialiste.

En outre, non seulement du point de vue du libéralisme classique, mais encore de celui de l'anarchisme classique (pour ainsi dire), le projet théorique de Friedman est une illustration de ce que Burdeau apprécié comme une déviation du principe de l'autonomie de l'individu, parce que: «Ni les penseurs du siècle des Lumières, ni les hommes de la Révolution n'envisagent une liberté illimitée dans son essence et que viendraient, quant à son exercice, restreindre les lois dans l'intérêt de la vie commune. Pour eux, le rôle de la loi ne consiste pas à rogner sur l'autonomie individuelle les parcelles d'une liberté incompatible avec la vie commune, mais à constater, avec la précision d'une règle juridique, les bornes que, dans son principe même, comporte la liberté. L'antagonisme entre la liberté et l'ordre n'apparaîtra que lorsque les individus se réclamant de la tolérance libérale utiliseront leur liberté en oubliant la réserve morale qui la justifie. Alors, l'autonomie individuelle sera l'indépendance des puissants: elle ne se mesurera plus sur les impératifs de la conscience mais sur les moyens dont dispose l'individu pour imposer sa volonté. Affranchie de la règle morale, elle servira de justification à l'égoïsme des forts, d'encouragement au cynisme des habiles. L'autonomie, que le libéralisme

---

<sup>5</sup> *Price Theory: An Intermediate Text* (1986), *Hidden Order: The Economics of Everyday Life* (1996), *Law's Order. What Economics Has to Do with Law and why It Matters*(2000), "The Case for Privacy" in *Contemporary Debates* (2005), *Future Imperfect. Technology and Freedom in an Uncertain World* (2008); *Harald*(2006); *Salamander* (Kindle e-book) (2011)..

<sup>6</sup> Benjamin Tucker, Lysander Spooner, Josiah Warren – cf. Évelyne Pisier (coord.), *Istoria ideilor politice*, Trad. de Iolanda Iaworski, Timișoara, Amarcord, 2000, p. 184.

<sup>7</sup> Olivier Nay, *Istoria ideilor politice*, Traducere de Vasile Savin, Iași, Polirom, 2008, p. 496.

<sup>8</sup> *Ibidem*.

doctrinal reconnaît à tous, deviendra en fait le privilège de quelques-uns»<sup>9</sup>. Les libéraux de la seconde génération sont «ceux qui mutileront le libéralisme pour en limiter l'application au domaine économique». Ils «rompent la solidarité initiale entre l'ordre et la liberté» au bénéfice d'individu typique pour un «libéralisme dénaturé parce qu'il méconnaît le lien entre la liberté et la vertu dont rend compte le titre du livre célèbre de Spencer, *l'Individu contre l'État*». D'un autre côté, «le ferment anarchique sous-jacent à la conception révolutionnaire de la liberté individuelle» qui a été critiqué par les corporatistes modernes, n'est pas caractéristique, selon Burdeau, du libéralisme originaire: «Assurément, les hommes de la Révolution ont été hostiles au pouvoir, toute leur entreprise témoigne de cette hostilité. Mais l'État qu'ils combattent, c'est celui de l'absolutisme, l'oppresseur de l'autonomie individuelle, ce n'est pas celui qu'ils se proposent d'édifier. Ils ne conçoivent pas que l'on puisse opposer l'individu à l'État dès lors que celui-ci, fondé sur le contrat social et respectueux de l'ordre naturel, n'a d'autres pouvoirs que ceux que les hommes lui ont délégués pour qu'il assure leur liberté».<sup>10</sup>

Aux multiples significations pour les libertariens, tirées des premiers anarchistes et continué sous la forme d'anarcho-capitalisme<sup>11</sup>, l'affirmation de l'indépendance absolue de l'individu dans l'oeuvre du Friedman acquiert des finalité qui sans être un programme théorique et idéologique, ont une apparence de manifest, au-delà de l'analyse rigoureuse, même si parfois tout simplement formulé. Bien que la spéculation philosophique reste étrangère pour le libertarisme, comme Ayn Rand, Friedman remettent en question le point de vue de l'autonomie kantienne<sup>12</sup>.

Comme l'auteur mentionne dans la préface à la première édition, *Machinery of Freedom* «ne présente pas les idées libertaires du point de vue de l'histoire de „mouvement” libertaire ou de la description de son état actuel» (Friedman n'est pas l'adepte des modes intellectuelles mesurées dans le nombre et la violence de leurs adhérents), mais dans la perspective d'une sorte de «credo» anti-capitaliste, évidente dans le choix des deux devises. Le premier d'entre eux, de Lenny Bruce, dit que la société capitaliste est le meilleur parce que c'est un libre entreprise, et cela est visible sur le simple fait que l'individu peut librement choisir et rejeter ce qui bloque la liberté. Tandis que le communisme est comparable à une compagnie de téléphone appartenant au gouvernement qui contrôle toutes les actions. Les exigences fondamentales du libertarianisme apparaissent comme normales, naturelles, même «conservatrices», «communautaire» par l'intermédiaire du second motto: „Why can't you see? We just want to be free/ To have our homes and families/And live our lives as we please” – Dana Rohrabacher, *West Coast Libertarian Troubadour*. David Friedman tente de montrer que ce-ci est réalisable dans une société anarcho-capitaliste libertaire, alors que dans le

---

<sup>9</sup> Georges Burdeau, *op.cit.*, pp. 43-44.

<sup>10</sup> *Ibidem*, pp. 44-45.

<sup>11</sup> *Anarcho-capitalism and Moral Philosophy : Deontological versus Consequentialist Ethics*, Sébastien Caré, Ph.D. in Politics, Assistant Professor at the University of Rennes 1 (France), [sebacare@gmail.com](mailto:sebacare@gmail.com)

<sup>12</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Ayn\\_Rand](http://en.wikipedia.org/wiki/Ayn_Rand)

capitalisme de l'Etat bourgeois est limité, et dans le socialisme est orienté vers un but qui dépasse les aspirations individuelles normales.

*The Machinery of Freedom. Guide to a radical capitalism* est dédiée à Milton Friedman et Friedrich Hayek, à Robert A. Heinlein et à Robert M. Schuchman («qui pouvait l'écrire mieux»). Outre ces auteurs libertaires mentionnés<sup>13</sup>, Friedman peut être associée avec les idées du libertarisme anarcho-capitaliste du Murray Rothbard<sup>14</sup> et avec l'idée de la justice locale et le système juridique privé basé sur la tradition médiévale.

La structuration finale de multiples sources bibliographique, allant de la fiction littéraire et de l'histoire de la science politique, à la théorie juridique et institutionnel - en fonction de la vision et des affinités de Friedman - nous aide à avoir une idée sur ce qui pourrait être communauté utopique libertaire: un habitation «pluriel» des individus qui donnent des réponses aux questions que la plupart des gens les ignorent (qu'ils soient citoyens libres dans un État de droit ou citoyens soumis à un régime totalitaire).

### ***Libertarianisme et la propriété privée***

Les quatre sections du livre *The Machinery of Freedom* proposent des solutions d'un point de vue libertaire de droit aux problèmes civils et politiques que l'auteur les considère comme fondamentaux: institutions privées et publiques et comment ils fonctionnent dans la pratique (I), questions individuelles dans une perspective libertaire (II), comment une société ou une communauté libertaire pourrait être et comment on pourrait faire cela (III) et une variété de sujets ajoutée dans la deuxième édition (IV).

Le problème de la défense de la propriété individuelle englobe l'idée que dans la société libertaire «les riches s'enrichissent plus et les pauvres deviennent plus riches». On explique ce qui signifie monopole d'Etat et le profit, mais aussi le contexte dans lequel le citoyen peut dire «je n'ai besoin de rien» ou «comment vendre l'État peu à peu » (d'abord «Vendez les écoles!») et comment obtenir tout ce que nous voulons si nous avons les moyens financiers: «If you want it, buy it». A partir de l'affirmation selon laquelle «le concept de propriété est fondamentale pour notre société et peut-être de toute société viable» et considérant le slogan «droits de propriété contre les droits de l'homme», l'auteur estime que la force rhétorique de ce dernier provient de l'implication que les droits de propriété sont des droits de la propriété et les droits de l'homme sont des droits humains: «Mais les gens sont plus importants que la propriété (chaises, tables et autres); par conséquent, les droits de l'homme viennent avant les droits de propriété. Mais les droits de propriété ne sont pas les droits de la propriété, mais les droits de l'homme sur la propriété. Ils sont une forme particulière de droits de l'homme». Selon cette logique analytique, auteur conclut que la simple affirmation des droits de propriété seulement

---

<sup>13</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Milton\\_Friedman](http://en.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman)

<sup>14</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Murray\\_Rothbard](http://en.wikipedia.org/wiki/Murray_Rothbard)

réduit à l'affirmation de quelques conservateurs selon laquelle certains objets — une forêt de conifères, par exemple — ont le droit inhérent de ne pas être détruit: «Si un homme a acheté un terrain à un tel arbre et affirme son droit à le couper, mais il est contesté par une action conservatrice qui ne concerne pas son propre droit, mais le droit de l'arbre, nous sommes confrontés à un véritable conflit entre les „droits de l'homme” et „droits de propriété”». Cette situation n'a pas été prise en compte dans la conception de la phrase de droits de l'homme et les droits de propriété. C'est la raison pour laquelle Friedman y trouve une explication possible des questions controversées du droit économique: «Le fait que l'un des slogans politiques les plus efficaces dans les dernières décennies est au mieux une erreur verbale, à cause de la confusion entre les droits à propriété avec des droits de propriété décrit la confusion populaire impliqué dans ce sujet».

Comme la propriété est une institution économique central de toute société, et la propriété privée est l'institution centrale d'une société libre, Friedman pense qu'il est évidente que ça coût un peu de temps et d'efforts jusqu'on a compris que est-ce que la propriété et pour quoi elle existe: pour faire de la personne humaine, un être absolument libre! Mais, comme nous allons le voir, cette déclaration contrevient à la nature même de l'universalité des droits de l'homme sur lequel est fondé l'individualisme original et ... moral. Puisque les deux facteurs qui rendent nécessaire l'institution de la propriété sont, selon Friedman, que différentes personnes ont des objectifs différents et le fait qu'il ya des choses assez rare, qu'il ne peut pas être utilisé par tous les gens, même si chaque homme souhaiterait ces choses: «Nous ne pouvons pas tous avoir tout ce que nous voulons»— dit «raisonnable» à un moment Friedman, ce qui implique, cependant, que ceux qui ont le capital financier peuvent avoir tout ce qu'ils veulent, et il considère cette situation comme normale. Le fait que les buts peuvent différer puisque les individus poursuivent leurs intérêts personnels, ou ils partagent un point de vue différent sur un but élevé et «sacré», importe peu, à la vision du libertarisme radicale. Cependant, dans toute société, il doit y avoir un moyen de décider «Qui et quoi et quand peut utiliser» ou, plus précisément «Vous et moi ne pouvons pas conduire simultanément la même voiture vers nos différents maisons."

Donc, la question clé qui exige des institutions de propriété consiste dans le désir de certaines personnes d'utiliser les mêmes ressources à des fins différentes. Et la meilleure façon de résoudre un tel conflit est la force physique, notes ironiquement Friedman: «Si je peux vous battre, je peux utiliser la voiture». Cependant, cette solution (ou méthode) est très coûteuse, «sauf si vous aimez les combats et vous avez beaucoup des assurance de santé». En outre, considère l'auteur de *Machinery of Freedom*: «l'usage direct de la force physique est une si pauvre solution au problème des ressources limitées, que seulement les petits enfants et les grandes nations l'utilisent généralement».

En minimisant l'idée de grande nation par exposition de son infantilisme sous-jacente, Friedman voit la solution d'utiliser des choses dans le domaine de la propriété,

dans la décision d'une personne ou d'un groupe de personnes organisées en vertu d'un système de règles. Si une chose est contrôlée par une personne qui a le pouvoir de transférer le contrôle à une autre personne, nous avons affaire à l'institution de la propriété privée, dont chaque individu utilise ses ressources pour poursuivre ses objectifs. Mais cela n'exclut pas la coopération, et il apparaît lorsque plus de gens peuvent plus facilement atteindre un objectif commun s'ils sont ensemble que chacun seul ou lorsqu'ils concluent que certains objectifs peuvent être atteints par commerce dans lequel chaque individu est engagé à sa manière.

Quant aux institutions de la propriété publique, la propriété est détenue et son utilisation est contrôlée par les institutions politiques, pour atteindre les objectifs politiques de ces institutions. Friedman considère que la fonction du politique est de réduire la diversité des objectifs individuels à un ensemble d'«objectifs communs» – les buts de la majorité, du parti au pouvoir, du dictateur ou de toute personne ou groupe qui contrôle efficacement les institutions. De cette manière est interprété le slogan «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, demandez ce que vous pouvez faire pour le pays»: ne demandez pas, en d'autres termes, comment vous pouvez suivre ce que vous pensez être juste, mais comment pouvez vous suivre ce que le gouvernement vous dit qu'il est bien. Pour donner un exemple, Friedman évoque un cas particulier où les effets de biens publics et privés peuvent être comparés, à savoir la presse imprimée qui est un produit de fonds privés. La presse imprimée a besoin, en principe, seulement de propriété privée, pendant que la diffusion utilise la propriété publique - et cela se voit dans le fait que la presse imprimée est plus diversifiée. Il ya cependant un inconvénient, car beaucoup de ces publications, certains journaux peuvent offenser les citoyens, ce que la radio ne peut pas faire. «Est-ce une violation de la liberté d'expression?» – Friedman se demande, pour répondre raisonnablement, cette fois comme un libéral dans le sens classique du terme: «Évidemment, non. Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais pas sur l'air ou stations publiques. Quand je dis que ce n'est pas une violation de la liberté de parole, je dis très sérieusement. Nous ne pouvons pas permettre à quiconque d'utiliser la radio pour ce qu'il veut. Si le gouvernement est propriétaire de la radio, il ne devrait pas les rationaliser, mais de décider ce qui doit et ne doit pas être diffusé. La même chose vaut pour le papier et l'encre. La parole libre est libre, mais pas la parole écrite; elle nécessite certaines ressources qui sont limitées».

Tout cela ne viole pas le principe démocratique de la liberté de la presse, mais il montre que ce qu'un citoyen libre veut dire ne peut être imprimé gratuitement, mais seulement si quelqu'un est prêt à payer le coût. Autrement dit, la liberté absolue garantie par la propriété privée n'est pas absolue. Même le citoyen du communauté libertaire doit se résigner à l'idée que ses droits sont limités, si non par le droits de la propriété, au moins par les droits de propriété.

***La liberté absolue et la concurrence absolue dans la communauté libertaire. Un projet.***

«Le but de ce livre est de convaincre le lecteur qu'une société libertaire serait libre et attractive, que les institutions de la propriété privée sont les mécanismes de la liberté et constituent la condition de possibilité de la liberté dans un monde complexe et interdépendant, pour chaque personne qui cherche le sens de la vie à sa guise» – dit Friedman dans l'«Introduction» à la „Mécanismes de la Liberté”.

Dans les deux premières parties du livre, l'auteur traite en particulier la question de la propriété qui autorise ou restreint la liberté, pour spécifier dans la troisième partie par le titre même que «L'anarchie n'est pas le chaos». Ici, il tente de démontrer cette chose en formulant des définitions originales en ce qui concerne: «Quel est l'anarchie? Qu'est-ce que la gouvernance?», «Police, le gouvernement et les lois du marché libre», «Le problème de la stabilité», «Anarcho-capitalisme est un libertarianisme?». La perspective libertaire n'empêche pas l'auteur d'admettre: «Défense nationale: question difficile» et de réfléchir à des situations telles que «Révolution, c'est l'enfer», «Lorsque la prévision est réduite à la spéculation», «Economie-usurpations ou le manque de la classe dirigeante».

Friedman essaie de décrire une société anarcho-capitaliste de droit et comment cela fonctionnerait en situation d'un changement radical des institutions, soulignant que ses propres opinions politiques lui semblent naturelles et évidentes, mais «d'autres trouvent celles étranges». Mais pourquoi le libertaire radicale (ou le capitaliste absolu) considère que ses points de vue sont «naturelles et évidentes»? La réponse est simple: justement à cause de leur spécificité, en ce sens qu'ils dirigent certaines déclarations déjà familiar en rhétorique politique – vers leur conclusions naturelles. Il croit, comme beaucoup disent qu'ils croient que chaque individu a le droit de diriger sa propre vie dans la direction qu'il veut, «d'aller en enfer à sa manière». Et il conclut, comme de nombreuses personnes à gauche le font, que toute forme de censure doit être éradiquée; également, que les lois contre les drogues - marijuana, héroïne – seraient abrogées et aussi les lois qui exigent que les véhicules soient équipés de ceintures de sécurité .

Mais aux fins que ces affirmations ne soient pas interprétés comme nocifs pour les individus, ou dangereux dans l'espace public, Friedman précise: «Le droit de contrôler ma propre vie ne signifie pas le droit d'avoir ce que je veux; je peux avoir quelque chose seulement s'il y a quelqu'un prêt à payer pour la chose obtenue. Je m'oppose aux programmes sociaux qui soutiennent les pauvres avec de l'argent emmenées de force auprès des contribuables. Je m'oppose également aux tarifs, aux subventions, aux garanties d'emprunt, à la rénovation urbaine, aux prix de soutien à l'agriculture – en bref, aux programmes qui soutiennent les non-pauvres – souvent riches – avec de l'argent emmenées de force auprès des contribuables – souvent pauvres».

Le dévouement de Friedman pour *laissez-faire* apparaît dans l'«Introduction» par l'option pour le motto-*ul* choisi de *Last Whole Earth Catalog* et met l'accent sur l'option fondamentale de Friedman: «De Ayn Rand à les plus broussailleux anarchistes il y a un accord concernant les significations du libertarisme et il consiste dans la foi dans le *laissez-faire* politique et économique et dans la haine du gouvernement en principe». Selon Friedman, l'idée centrale du libertarisme est que les individus (à savoir les personnes humaines) devraient être autorisés à prendre leur vie comme ils le souhaitent: «Nous rejettons totalement l'idée que les gens devraient être protégés par la force d'eux-mêmes. Une société libertaire n'aurait pas de lois contre la drogue, les jeux, la pornographie - et pas de ceintures obligatoires de voiture. Nous rejetons également l'idée que les gens devraient avoir le droit d'avoir une autre demande à d'autres qu'on les laisse tranquilles. Une société libertaire n'aurait aucune protection, aucun système de sécurité sociale. Les gens qui veulent aider les autres, le feraient volontairement, au moyen de la charité privée, au lieu d'utiliser l'argent recueilli par la force des contribuables. Ceux qui souhaitent recevoir des argent après la mise à la retraite, aborderait les assurance privée. Les gens qui veulent vivre dans une société „vertueuse”, entouré de personnes qui partagent les mêmes idées de vertu, seraient libres à créer leurs propres communautés et à contracter avec chacun d'entre eux, afin d'éviter le „péché” d'acheter ou louer. Ceux qui aimeraient vivre en commun, pourraient créer leurs villages. Mais personne n'aurait le droit de forcer le prochain à un certain mode de vie». Jusqu'à présent, note l'auteur de «Mécanismes de la liberté» beaucoup de ceux qui se disent «libertaires» et même beaucoup de ceux qui ne s'appellent pas «libertaires», accepterait cette situation. Mais une difficulté se pose lorsqu'on doit définir ce qu'est «laisser tranquille».

L'exploration théorique de cette difficulté commence avec constatation fondamentale que nous vivons dans une société complexe et interdépendant, que chaque individu est constamment affecté par les milliers d'événements qui se passent plus ou moins loin. Dans une telle société, «nous pouvons parler de la liberté de chaque personne à aller sur son chemin?». La réponse à cette question apparaît dans le même concept de droits de propriété. Et ces droits commencent, selon l'économiste libertarien américain, conjointement avec le fait que chaque personne possède son propre corps et peut acquérir la propriété d'autres biens/actifs en les créant, ou en les transférant d'un autre propriétaire. Il est au moins formellement possible définir «laisser tranquille» par opposition à «être contraint»: «Celui qui m'empêche forcemet utiliser ma propriété selon ma volonté, quand je ne l'utilise pas à violer son droit d'utiliser sa propriété – m'oblige. Un homme qui m'empêche de prendre de l'héroïne, m'oblige. Un homme qui m'interdit le photographe, ne le fait pas».

Mais cela laisse ouverte la question sur la façon d'acquérir la propriété des choses qui ne sont pas créés ou ne sont pas pleinement créés, tels que les ressources en terres et en minéraux. Dans cette question, dit Friedman, il n'y a pas désaccord entre les

libertaires, et le reponse, «heureusement» a peu d'effet sur le caractère de la société libertaire, au moins aux États-Unis.

*Sur la base de ces déclarations, nous constatons que, en fait, la communauté libertaire est possible dans une société libertaire, qui permet la coexistence de toutes les formes possibles de la communauté.*

En matière de gouvernance, notant que la puissance idéale de l'Etat socialiste ne provoquera pas des conflits de pouvoir, que les gens qui vont prendre des décisions ne protégeront pas le moindre intérêt personnel, que pour un homme intelligent, il n'y aura aucun façon d'utiliser les institutions pour ses propres avantages – Friedman ajoute, ironiquement: «Et les rivières couleront de bas en haut». Autrement dit, l'idéal socialiste, plus que tout autre, exige l'impossible et défie les lois de la nature. Mais ne fait pas la même chose le modèle «institutionnel» libertarien? Certes, l'ordre social dans lequel les individus peuvent agir librement pour toujours est basé sur un contrat légal. Mais qui définit la loi? Eh bien, la concurrence: les codes juridiques et les services administratifs pour des «clients» sont aussi «libres» et sont en concurrence à travers différents «agences de la protection". Et parce que sans le vouloir Friedman reconnaît tement que le système politique judiciaire est fondée sur le système judiciaire, dans la société anarcho-capitaliste dont l'idéal est la disparition de l'État, les tribunaux sont aussi privé (ce modèle est semblable au celui de l'ordre de la communauté médiévale ou des petits groupes, à la différence qu'ils croient en un principe supérieur, considéré objective, au nom duquel le tribunal dirige et rend la justice). Ainsi l'individu sera libre de vivre selon «sa propre loi», en refusant financer ce que d'autres considèrent être d'intérêt général, y compris les objectifs d'intérêt national, comme la défense, car après tout, les guerres sont des actions «privée» (si on pense, à travers de l'histoire, aux conflits armés qui ont représenté la solution des ambitions personnelles des chefs d'État ou des hommes politiques, on ne peut pas rejeter complètement cette observation de Friedman).

Dans la société libertaire conçu par Friedman, le principe de la concurrence permet d'éviter l'État en tant que garant du pouvoir et de la loi, et ici on remarque une sorte de continuité à la principe de la raison qui définit l'identité libérale classique. Mais la rationalité libérale, à la différence de celle libertaire accepte de céder une partie de la liberté pour son propre bien, en dépit de la reconnaissance de l'autonomie individuelle. L'individu conçu par Friedman et dépourvu de vertu civique – la marque d'une société rationnelle, où des gens rationnels jouissent de droits, tout en acceptant la discipline de la raison comme source ultime d'autorité. En matière de défense et de politique étrangère, le professeur américain montre que la meilleure façon de voir pourquoi l'anarcho-capitalisme serait plus pacifique que notre système actuel, c'est l'analogie: «Imaginez comment serait notre monde si le coût de déplacement d'un pays à l'autre serait nulle. Tous les gens devraient vivre dans un „houstrailer” et parlaient la même langue. Un jour, le président [d'une pays] annoncerait qu'en raison de problèmes avec les voisins, de nouvelles taxes militaire seront prélevées et le recrutement va bientôt commencer. Le

lendemain matin, le président devrait conduire un paysage paisible, mais dépeuplé, parce que la population a été réduite à lui-même, trois généraux et vingt-sept correspondants de guerre”. Il faut donc demander, dit Friedman, non si une société anarcho-capitaliste serait en sécurité au moyen d'un pouvoir des hommes armés («à la carabines») – car la sécurité n'est pas une option indifférente –, mais s'il ne serait pas plus sûr que notre société. Il pense que la réponse est «oui». C'est parce que, selon l'ordre socio-politique actuel, ceux qui sont engagés dans des conflits sont des politiciens, des soldats et des policiers, les gens choisis exactement grâce à leur désir caractéristique de puissance et grâce à la qualité d'être bon à l'utiliser: «Ce sont des gens qui pensent déjà qu'ils ont le droit de pousser les autres vers leur idéal. Ils sont particulièrement bien qualifiés pour le poste de prendre le pouvoir». Au contraire, selon l'ordre anarcho-capitaliste, ceux qui travailleraient en agences de protection devraient être sélectionnés pour leur capacité à effectuer un travail efficace. Il est toujours possible de devenir fou en cherchant le pouvoir secret, mais il est certainement moins probable que dans notre système – considère Friedman.

### ***Conclusions***

Ce sont, en bref, les idées principales dont Friedman décrit une possible communauté libertaire: la liberté absolue de l'individu garantis par la propriété privée, la libéralisation ou la privatisation de tous les secteurs d'activité, l'absolutisation de la concurrence contre l'existence de l'État. En ce sens, non seulement la santé et l'éducation, mais également la défense et l'ordre public (tâches d'état classique) s'inscrivent dans la concurrence.

Même un libertaire radicale comme Friedman ne passe pas facilement sur la conception raffinée de la liberté créatrice propre à la philosophie libérale qui n'exclut pas l'harmonie des intérêts différentes dans la vraie civilisation du contrat et dans un véritable «démocratie libérale» (Georges Burdeau). Si la société anarcho-capitaliste décrit par le professeur américain peut être considéré comme une expression de la démocratie, il reste une question ouverte.

Dans le cadre d'une «théorie de la justice» qui décrit les principes fondamentaux de l'État démocratique, l'individualisme libéral conçoit la liberté comme la libéralisation politique, et celle-ci, plutôt que de réduire les contraintes consiste à promouvoir des initiatives du citoyen.

Dans ce contexte, les idées de Friedman en tant qu'auteur libertaire, en quelque sorte, transcendent le politique: la liberté absolue de l'individu garantis par la propriété privée, la libéralisation ou la privatisation de tous les secteurs d'activité, l'absolutisation de la concurrence *versus* l'État. À cet égard, non seulement la santé et l'éducation, mais aussi la défense, la création du droit et l'ordre public (fonctions de l'Etat classique) appartiennent à concurrence.

La société anarcho-capitaliste de Friedman décrit un modèle communautaire dont l'objectif est la liberté absolue. D'une certaine manière, contrairement à «l'aristotélisme» de l'idée de la vie sociale et politique, l'homme n'est pas «l'être politique», mais un

individualiste qui ne veut rien de plus que d'être laissé seul à vivre sa vie comme il le souhaite, sans accepter aucun compromis, même pas d'être protégé «par la force» contre soi-même. L'individu n'est pas un «but» ou un «milieu», mais il est une créature se déplaçant par inertie en quête de profit dans un monde sécularisé, dont la plupart du temps est réduit à des plaisirs éphémères.

L'approche libertaire de Friedman apporte à la notion de libéralisme classique une nouvelle définition de l'autonomie individuelle en termes de capitalisme absolu, y comprise la « liberté absolue » de l'individu garantie par la propriété privée qui lui permet d'obtenir tout ce qu'il veut, s'il l'achète: „*If you want it, buy it!*” («Si vous le voulez, achetez-le»). Dans la société anarcho-capitaliste dont l'auteur de *Machinery of Freedom* ne conçoit pas comme un chaos (mais si répréhensible au moins sur le plan éthique) le principe de l'ordre c'est la concurrence dans tous les domaines, et les intérêts privés de l'individu sont situés au plus haut niveau.

Le message proposé par le libertarisme de Friedman se reflète dans ce que nous pourrions appeler «degré zéro» de l'ingérence de la propriété publique à la propriété individuelle privée, ce qui conduit à la dépolitisation des relations économiques, sociales, culturelles. En outre, en tant que doctrine de la fin du politique, pour ainsi dire, le libertarisme de Friedman peut impliquer l'obtention de toutes les fonctions de gestion - y compris celui de «président de l'État» - grâce à la concurrence, et non par la force des délégués des partis représentant la clientèle des quelques citoyens.

J'ai dit à un moment que la spéculation philosophique est totalement étrangère à Friedman. Et c'est un problème important quand on parle de la liberté. Bien qu'il la proclame comme une «merveille» absolue, il ne se demande, par exemple, sur le fondement ontologique, théologique, psychologique, ethnologique, historique, éthique de la liberté. Il ne se demande ni pourquoi les individus sont réellement différents: certains égoïstes-individualistes et autres altruistes-collectivistes, certains orgueilleux et autres humbles; certains désireux de dominer les autres ou d'imposer leur volonté et l'opinion, et autre manqués de vanité, certains ridicules et autres ironiques, etc. Il ne se demande encore pourquoi d'autres esprits libres ont reconnu des normes universelles.

Est ce-que la société libertaire conçue par Friedman est une véritable «communauté des citoyens»? En plaçant la liberté absolue de l'individu au centre de ses préoccupations, la communauté libertaire est la plus appropriée dans une «ère» de la mondialisation?

La conception sur la société anarcho-capitaliste de Friedman est orientée contre l'État, mais pas contre la communauté. Contrairement à une société politique entretenue par l'état, la communauté libertaire est une apolitique: on n'exige pas de gouvernement, puisque l'auto-administration c'est la tâche de chaque individu. La question est de savoir en vertu de quelles critères coexistent encore les individus? Puisque dans le monde historique, même l'individu libertaire, doit vivre ensemble avec d'autres personnes. Il ne peut pas vivre dans un paradis construit seulement pour soi-même et éventuellement pour son/sa compagnon. Si les règles et les accords que les individus doivent les respecter

ne sont pas claires, certainement la société anarcho-capitaliste décrit par Friedman est une communauté «ouverte».

## Références

Burdeau, Georges, *Le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1979.

Caré, Sébastien, *Anarcho-capitalism and Moral Philosophy: Deontological versus Consequentialist Ethics*, [sebacare@gmail.com](mailto:sebacare@gmail.com)

Friedman, David, *The Machinery of Freedom. Guide to a radical capitalism*, second edition, La Salle, Illinois, 1989.

Nay, Olivier, *Istoria ideilor politice*, Traducere de Vasile Savin, Iași, Polirom, 2008, p.496

Pisier, Évelyne, (coord.), *Istoria ideilor politice*, Trad. de Iolanda Iaworski, Timișoara, Amarcord, 2000, p.184.

[http://voluntarykarism.com/wpcontent/uploads/Library/Friedman,%20David%20D/The%20Machinery%20of%20Freedom%20\(1973\).pdf](http://voluntarykarism.com/wpcontent/uploads/Library/Friedman,%20David%20D/The%20Machinery%20of%20Freedom%20(1973).pdf)

[http://en.wikipedia.org/wiki/David\\_D.\\_Friedman](http://en.wikipedia.org/wiki/David_D._Friedman)

<http://bioguide.congress.gov/scripts/biodisplay.pl?index=g000267>

[http://en.wikipedia.org/wiki/Murray\\_Rothbard](http://en.wikipedia.org/wiki/Murray_Rothbard)

[http://en.wikipedia.org/wiki/Milton\\_Friedman](http://en.wikipedia.org/wiki/Milton_Friedman)

[http://en.wikipedia.org/wiki/Ayn\\_Rand](http://en.wikipedia.org/wiki/Ayn_Rand)